

La Tribune (Desfossés)

Jeudi 31 juillet 2003

Eric CHALMET

"Il ne fallait pas se quitter sur une catastrophe"

William Dymond, spécialiste canadien des négociations commerciales internationales, analyse les enjeux de l'OMC.

Directeur du Center for Trade Policy and Law, centre de recherche attaché à l'université d'Ottawa, William Dymond n'attendait pas de miracle à Montréal.

"Le cycle de Doha a vocation à traiter un agenda relativement traditionnel, chargé de dossiers comme ceux inhérents à la réduction des tarifs industriels ou aux droits antidumping que nous essayons de régler depuis 1945", note ce spécialiste du commerce international, ancien négociateur pour le Canada de l'Association de libre-échange nord-américain (Alena).

"Or, ce cycle doit aussi se pencher sur de nouveaux dossiers: propriété intellectuelle, traitement spécial et différencié des pays en voie de développement, accord sur les services...", qui rendent les négociations plus ardues. Sans oublier l'épineux et brûlant problème de l'accès des pays pauvres aux médicaments.

Pour William Dymond, en gagnant en complexité, les problèmes traités à l'occasion des grandes discussions multilatérales ont eu tendance, au fil des ans, à allonger la durée des cycles de négociation. "Le Kennedy Round a duré quatre ans, le Tokyo Round, six ans et l'Uruguay Round huit ans. Dans ces conditions, il était illusoire d'attendre au bout de deux ans une réelle progression du cycle de Doha", censé s'achever fin 2004.

A la technicité des débats, se superpose un calendrier politique peu favorable à une conclusion rapide. William précise que "les précédents cycles ont généralement été signés juste avant la date d'expiration du fast track", législation qui confère au président des Etats-Unis les pleins pouvoirs en matière de traités commerciaux internationaux. Or, "George W. Bush est doté de ce pouvoir jusqu'en 2007", ce qui ne milite pas pour une conclusion à temps du cycle de Doha, ni même pour un succès de la réunion ministérielle de Cancun en septembre. "A Montréal comme à Cancun, l'essentiel pour les 146 pays membres de l'OMC est de ne pas se quitter sur une catastrophe", juge le chercheur.